

Entretien avec Claudia Serna, défenseur colombienne des droits à l'eau, lauréate du prix Danielle Mitterrand 2013.

Le 23 novembre 2013, la Mesa Interbarrial de Desconectados (Table Inter-Quartiers des déconnectés) à Medellín en Colombie recevait le [prix Danielle Mitterrand](#), octroyé par la Fondation France libertés. Cette organisation se bat pour obtenir l'accès aux services essentiels. Claudia Serna, avocate de l'organisation colombienne « [Corporation Juridica Libertad](#) », est venue à Paris pour porter la voix de ces sans-voix et recevoir le prix. Une fois de plus, les communautés et leurs défenseurs en Colombie sont ici pour nous rappeler que des hommes et des femmes luttent pour des droits qui sont essentiels à une vie digne et qui peuvent a priori paraître évidents en Europe.

Claudia Serna a accepté notre interview pour faire connaître de première main le travail effectué avec les *Desconectados* (déconnectés) vis-à-vis de l'accès à l'eau, à l'électricité et un logement décent.

EntreTodos/Le Grand Soir 2013 semble être marqué par un regain de mobilisation sociale en Colombie. Les luttes agraires, contre la locomotive énergétique du président Santos, voire contre les projets d'extraction minière ainsi que pour la protection de l'eau, sont quelques-uns des bannières les plus connues. Comment vous insérez-vous dans ce contexte ? Qu'est-ce que la Corporation Juridique Liberté ?

CS La Corporation Juridique Liberté (*Corporacion Juridica Libertad*) est une organisation des droits de l'homme travaillant à Medellín depuis 1993 en mettant l'accent sur la protection et la défense des droits de l'homme : l'accès à l'eau potable, les droits civils et politiques, en particulier la liberté des prisonniers politiques et la défense de la vie des victimes de conflits armés et des exécutions extrajudiciaires, font partie de nos combats.

Depuis quelques années, la Corporation Juridique Liberté a également commencé à travailler sur la question des droits sociaux, économiques et culturels, comme étant des droits de l'homme d'une portée collective. Dans ce cadre, il ne s'agit plus des droits des individus, mais de la défense de groupes humains, et dans cette voie nos priorités sont l'accès à l'eau potable, à un logement décent et à l'électricité.



Logo de la Mesa Interbarrial de Desconectados de Medellín

LGS / ET. Dans le contexte européen, la lutte pour l'eau peut sembler un peu ambiguë. Que signifie de ne pas avoir accès à l'eau ?

CS. Il faut tout d'abord comprendre que l'eau est un bien public qui appartient à tous mais qui, paradoxalement, semble n'appartenir à personne. Nous savons qu'il y a de l'eau et que l'Etat peut répondre aux besoins en eau de la population dans le respect et la protection de l'environnement. Cependant, même dans cette circonstance il y a certaines populations qui ne peuvent pas y accéder. La question à se poser est pourquoi. Dans la pratique, ceux qui n'ont pas assez d'argent pour payer l'eau potable ou qui sont situés dans les zones périphériques des villes n'ont pas les réseaux d'approvisionnement et n'ont pas d'accès économique réel aux ressources en eau.

ET / LGS. *Pourquoi des gens n'ont pas accès à cette ressource dans une ville comme Medellín, une des plus grandes et les plus industrialisées de la Colombie? Pouvez-vous nous donner quelques chiffres sur ces réalités ?*

CS. Medellín a perdu beaucoup d'industries au cours des dernières décennies ce qui a accru la pauvreté et le chômage, et ce sont parmi les raisons pour lesquelles beaucoup de gens ne peuvent pas payer l'accès à l'eau potable ou à un logement décent, pour ne pas mentionner l'éducation et les services de santé. A l'heure actuelle, en Colombie, s'est mis en place un modèle où les droits sociaux ne peuvent être garantis que par l'argent. Donc, nous avons beaucoup de droits sur le papier, mais si votre famille n'a pas d'argent pour payer pour l'eau ou pour payer un logement, elle va vivre en situation nomade permanente à l'intérieur de la ville, sans logement définitif. Si votre famille n'a pas de quoi payer la santé, elle devra subir la précarité du système. Dans tous les cas, le manque d'argent empêche l'accès effectif aux droits sociaux.

A Medellín, il y a au moins 20 000 familles, soit entre 100 000 et 130 000 personnes, qui n'ont pas l'électricité chez eux. Ces familles, en pleine modernité et au milieu du XXIème siècle, doivent cuisiner au feu de bois et s'éclairer avec de bougies ou en utilisant d'autres formes artisanales d'éclairage. Environ 32 000 familles, soit près de 150 000 personnes, sont sans accès à l'eau potable et doivent demander à leurs voisins pour des dons d'eau et se "débrouiller" pour trouver de l'eau potable chaque jour. En revanche, et le plus aberrant, *Entreprises publiques de Medellín (EPM)* est connue comme l'entreprise la plus « efficace et rentable en Amérique latine ». Nous parlons d'une entreprise publique qui génère des bénéfices suffisants pour se soutenir, pour investir sur le long terme et même pour exporter de l'électricité aux pays tiers comme le Salvador, le Panama, le Honduras, l'Equateur ... Mais en même temps, cette Entreprise ne répond pas à la demande intérieure des propres citoyens et en particulier ceux de la ville de Medellín qui font vivre l'entreprise. C'est la grande contradiction que l'on trouve à Medellín.

LGS / ET *À quel moment et pourquoi la lutte pour l'eau comme un droit humain devient un pilier de la mobilisation sociale à Medellín ?*

CS. Dans Medellín, depuis de nombreuses années, il y a eu beaucoup de mobilisation pour l'accès aux services publics. Le travail de la Table Inter-Quartier est l'héritage d'autres organisations qui se sont articulées autour de ces luttes. Il est important de noter que quand la ville a commencé à s'urbaniser et à édifier les premières maisons et les premiers quartiers, la première forme de gestion des services publics a été la gestion communautaire. Donc, il y a toujours eu un intérêt de la population pour accéder à des services vitaux tels que l'eau et l'électricité.

D'autre part, à Medellín, en particulier à partir des années 90, il y a eu des organisations sociales fortes qui ont favorisé l'accès aux services publics générant la mobilisation, la sensibilisation et propagation de la conscience citoyenne face au besoin que nous avons

tous d'accès aux services publics. Nous sommes convaincus que nous ne nous battons pas pour une marchandise ; nous ne luttons pas pour des garanties superflues, nous parlons de besoins fondamentaux qui ne sont pas substituables.



ET / LGS . *Quel est la portée et l'impact de vos actions d'organisation sociale et mobilisation?*

CS. Nous sommes engagés dans cette lutte. Je ne peux pas vous dire où elle va finir. Depuis la Corporation Juridique Liberté, nous avons eu l'occasion d'influencer les changements du point de vue juridique : la Cour Constitutionnelle colombienne, le gardien de la Constitution et le garant de l'adaptation du service public au respect des droits de l'homme, a fait écho, par exemple, à une de nos actions déposées en 2009 (affaire T-546/09) en créant un précédent juridique fondamental. En effet, la Cour a interdit aux entreprises publiques (prestataires de services) de débrancher les ménages où il y a des mineurs même s'ils ne peuvent pas payer leur consommation. Cela a été une de nos victoires. Cependant, nous avons une tâche fondamentale d'information auprès des habitants des quartiers pauvres et dans la défense de leurs droits : là est notre priorité.

On ne défend pas les droits que l'on ne connaît pas. Si vous ne savez pas que vous avez un droit à l'eau potable même lorsque vous ne pouvez pas la payer, vous ne pourrez jamais défendre votre droit. Pour cela, la mobilisation est un de nos plus importants piliers. Nous essayons de nous rapprocher de plus en plus des arrondissements, des organisations, des quartiers, des gens, pour leur parler de nos propositions pour renforcer l'appropriation des droits au sein des communautés et leur défense par la suite.

LGS / ET. *Enfin, nous aimerions parler un peu de ce qui se passe en Colombie en ce moment. Les négociations de paix entre le gouvernement colombien et les FARC ont été instaurées à Oslo en 2012 et sont actuellement en cours à La Havane depuis 1 an.*

Comment vivez-vous la défense des droits de l'homme et la mobilisation sociale depuis le processus de paix ?

CS. Le processus de paix en Colombie est pour tous une urgence et une nécessité. Nous vivons dans un conflit qui a duré longtemps et a été déshumanisé au point d'utiliser des méthodes et moyens de guerre qui nuisent à la plupart des civils. Pour la société, il est essentiel qu'un accord de paix puisse être réalisé.

À cet égard, nous, dans la Corporation Juridique Libertés et d'autres organisations à Medellín, sommes d'accord avec une solution politique et négociée au conflit. Mais nous croyons que plus que la remise des armes, il doit y avoir un accord minimum pour rétablir les droits qui ont été refusés pendant des décennies aux populations les plus vulnérables. Donc, nous ne pouvons pas simplement parler d'accord de paix entre la guérilla et le gouvernement, avec soit les FARC soit l'ELN s'il est décidé qu'ils font partie d'un processus de négociation.

Ce qui est requis de toute urgence est la mise en place de politiques sociales en accord avec les besoins de la population. Des politiques foncières : comme une véritable restitution qui permette aux familles de retourner à leur territoires et cultiver leurs aliments ; une politique de souveraineté alimentaire, d'éducation pour tous les enfants indépendamment de leur capacité économique, et une politique de santé publique, sont des prémisses fondamentales. Nous sommes conscients que de telles garanties sociales ne seront pas le produit d'un accord de paix. Dans la pratique, la société civile en tant que moteur de ces luttes doit continuer à se battre pour que ces droits soient rétablis et que s'opèrent des changements plus structurels au sein de l'Etat pour permettre une véritable paix. Il ne suffit pas qu'il y ait un accord de paix, si nous n'arrivons pas à faire valoir d'autres besoins pour le progrès de la population. La Colombie est un pays appauvri avec de nombreux besoins. S'il y a une négociation entre la guérilla et l'Etat sans plus, des enfants continueront à naître au milieu de difficultés et par la suite, d'une manière ou d'une autre, continueront à se battre pour protéger leurs droits. En ce sens, nous nous félicitons vivement du processus de paix, mais nous pensons que cela devrait aller au-delà de l'abandon des armes.

Entretien réalisé par Claudia Barrantes (Entretodos France) le 23 Novembre 2013



<https://www.facebook.com/EntreTodosFrance>

VERSION ESPAGNOLE

Entrevista Claudia Serna,

El 23 de noviembre de 2013, la Mesa Interbarrial de Desconectados de Medellín en Colombia, recibió en París el premio Danielle Mitterrand 2013, otorgado por la *Fundación France Libertés* quienes luchan por el acceso a los servicios esenciales. Claudia Serna,

abogada de la organización colombiana « [Corporation Juridica Libertad](#) » vino en su representación a recibir el premio. Una vez más las comunidades y sus defensores en Colombia, están aquí para recordarnos que hay hombres y mujeres que luchan por derechos que son esenciales a la vida digna y que pueden parecer evidentes en Europa. Claudia Serna ha aceptado hablar con nosotros para hacernos conocer de primera mano el trabajo que vienen realizando con los Desconectados: haciendo énfasis en el acceso al agua, a la energía y una vivienda digna.

ET/LGS. 2013 parece estar marcado por una reactivación de la movilización social en Colombia. Las luchas agrarias, contra la locomotora energética y los proyectos extractivos y por la defensa del agua, son algunas de las banderas más conocidas. ¿Quiénes son ustedes? ¿Qué es Semillas de Libertad?

CS. La Corporación Jurídica Libertad es una organización de derechos humanos que trabaja en Medellín desde el año 1993 haciendo énfasis en la protección y defensa de los derechos humanos : el acceso al agua potable, los derechos civiles y políticos, especialmente la libertad de los presos políticos y la defensa de la vida de las víctimas del conflicto armado y de las ejecuciones extrajudiciales.

Desde hace algunos años la Corporación también ha empezado a trabajar el tema de los derechos sociales, económicos y culturales considerados también derechos humanos pero que contiene garantías colectivas. Ya no se trata de defender individuos sino de la defensa de derechos de los colectivos humanos, por eso trabajamos por el acceso al agua potable, la vivienda digna y la energía eléctrica.

ET/LGS. En el contexto europeo, la lucha por el agua puede sonar un poco ambigua. ¿Qué significa no tener acceso al agua?

CS. Primero hay que partir que el agua es un bien público, que pertenece a todos pero contradictoriamente lo que pertenece a todos parece que no pertenecer a nadie en particular. Sabemos que hay agua y que el Estado puede satisfacer las necesidades de agua de la población, en el respeto y la protección al medio ambiente, pero aun en este caso hay ciertas poblaciones que no pueden acceder a ella. La pregunta que debemos hacernos es por qué. En la práctica, quienes no tienen recursos económicos suficientes para pagar por el agua potable o quienes están ubicados en zonas periféricas de las ciudades no cuentan con las redes de abastecimiento entonces y no tienen acceso real al agua.

ET/LGS. ¿Por qué puede suceder que los ciudadanos no tengan acceso a este recurso en una ciudad como Medellín, una de las ciudades más grandes e industrializadas de Colombia? ¿Puede darnos algunas cifras relativas a estas realidades?

CS. Medellín se ha desindustrializado en las últimas décadas y esto ha aumentado las condiciones de pobreza y desempleo y esto a su vez es la causa por la cual muchas personas no pueden pagar el acceso al agua potable o a una vivienda digna, sin hablar de la educación y los servicios de salud. En este momento en Colombia, se aplica un modelo de derechos sociales que solo pueden ser garantizados por medio del dinero. Entonces, tenemos muchos derechos pero si tu familia no tiene dinero para pagar el agua o no tiene dinero para pagar la vivienda pues vive pagando arriendos de un lugar a otro sin solución definitiva de vivienda. Si tu familia no tiene para pagar la salud tendrá que padecer las precariedades del sistema. La falta de dinero impide ese acceso efectivo a los derechos sociales.

En Medellín hay por lo menos 20 mil familias, es decir, entre 100 mil y 130 mil personas, no tienen energía eléctrica en sus casas. Estas familias en medio de la modernidad y en pleno siglo XXI tienen que vivir cocinando con leña y alumbrándose con velas o utilizando otras formas de iluminación. Alrededor de 32 mil familias o sea casi 150 mil personas que no tienen el acceso a agua potable tienen que pedir a sus vecinos que les regalen un poco de agua y “rebuscarse” de alguna manera este líquido vital. En el contraste más aberrante, *Empresas públicas de Medellín*, es conocida como la empresa más eficiente y rentable de Latinoamérica. Estamos hablando de que esta Empresa Pública genera ganancias suficientes para sostenerse y hacer proyecciones de inversión a largo plazo que puede exportar energía a otros países: al Salvador, a Panamá, a Honduras, al Ecuador... Pero al mismo tiempo no satisface la demanda interna de sus propios ciudadanos y sobre todo de quienes desde la ciudad de Medellín le dan vida a la empresa. Esa es la gran contradicción que encontramos en Medellín.

ET/LGS. ¿En qué momento y por qué la lucha por el agua como derecho humano se convierte en un pilar de la movilización social en Medellín?

CS. En Medellín desde hace muchos años ha habido mucha movilización frente a los derechos públicos domiciliarios. El trabajo de la Mesa Interbarrial es una herencia de otras organizaciones que articularon las luchas por el acceso a servicios públicos. También hay que recordar que cuando comenzaron a urbanizarse y edificarse las primeras casas y barrios la primera forma de gestión de servicios públicos fue comunitaria. Entonces siempre ha habido un interés de la población por acceder a estos mínimos vitales como el agua y la energía eléctrica.

En la ciudad de Medellín en particular, desde los años 90 en adelante ha habido organizaciones fuertes que han impulsado el acceso a los servicios públicos domiciliarios generando movilización, generando sensibilización y conciencia frente a la necesidad que todos tenemos de acceder a los servicios públicos. Estamos convencidos que no se trata de una mercancía ; no luchamos por garantías superficiales, estamos hablando de necesidades básicas que en el caso del agua no pueden ser remplazadas por ningún otro líquido.

ET/LGS. ¿Cuál es el alcance de la acción de organización y movilización social que ustedes hacen desde la Corporación Jurídica Libertad y la Red de Desconectados? ¿Cuál es el impacto de sus acciones?

CS. Estamos comprometidos con esta lucha. No sé hasta donde iremos a llegar. Desde la Corporación Jurídica Libertad hemos podido impactar desde el punto de vista jurídico: la Corte constitucional colombiana, guardiana de la Constitución y garante de la adaptación del servicio público al respeto de los derechos humanos, falló una de nuestras acciones interpuestas en 2009, (sentencia T-546/09) estableciendo un precedente jurídico fundamental. De hecho, la Corte prohibió a las Empresas Públicas desconectar (cortar los servicios) de los hogares donde haya menores de edad. Esta ha sido una de nuestras victorias. Sin embargo, tenemos una tarea fundamental frente a los habitantes de los barrios populares y en la defensa de sus derechos.

Uno no defiende lo que no conoce, entonces si la persona no sabe que tener el agua potable, así no tenga dinero para pagarla, es un derecho y está protegida por la Constitución, nunca va a defender su derecho al agua potable. La movilización es uno de nuestros pilares mas importantes. Tratamos de llegar cada vez a más comunas, más

barrios, a más personas, contándoles sobre nuestras propuestas para que de esa manera en las comunidades haya cierta apropiación y defensa de los derechos.

ET/LGS. Para terminar, quisiéramos que nos hables un poco de lo que pasa en Colombia en este momento. Las negociaciones de paz entre el gobierno colombiano y las FARC fueron instaladas en Oslo en 2012 y actualmente se llevan a cabo en La Habana. ¿Cómo viven ustedes desde la defensa de los derechos humanos y desde la movilización social este proceso de paz?

CS. El proceso de paz en Colombia es para todos una urgencia y una necesidad. Vivimos un conflicto que se ha prolongado en el tiempo y que se ha deshumanizado, al punto de usar métodos y medios de guerra que perjudican mayoritariamente a la población civil. Para la sociedad resulta indispensable que pueda lograrse un acuerdo de paz.

En ese sentido nosotros desde la Corporación Jurídica Libertad y desde otras organizaciones en Medellín estamos de acuerdo con una solución política y negociada al conflicto. Pero consideramos que más que la dejación de las armas, deben haber unos acuerdos mínimos para el restablecimiento de unos derechos que por décadas han sido negados a las poblaciones más vulnerables. Entonces no podemos hablar de paz simplemente por un acuerdo entre las guerrillas, sea con la guerrilla de las FARC o con el ELN si se suma finalmente a un acuerdo con el Estado.

Lo que se requiere urgentemente es la puesta en obra de políticas sociales más acordes con las necesidades de la población. Políticas en materia de tierras: de verdadera restitución que le permita a las familias volver a cultivar sus alimentos en el campo; en materia de soberanía alimentaria, de educación para todos los niños, independientemente de la capacidad económica de pagarla, y de salud, como premisas fundamentales. Somos concientes que las garantías sociales no van a ser el producto de un acuerdo de paz. En la práctica, la sociedad civil como abanderada de estos procesos debe seguir luchando porque se restablezcan estas condiciones y porque hayan cambios mas estructurales en el Estado que permitan una verdadera paz. No es suficiente que haya un acuerdo de paz sino hay la satisfacción de otras necesidades para el progreso de la población. Colombia es un país muy empobrecido y con muchas necesidades. Si se negocia entre la guerrilla y el Estado sin más, seguirán naciendo otras personas en medio de las dificultades y las carencias y se seguirá exigiendo de un modo u otro la protección de sus derechos. En ese sentido vemos con mucho agrado el proceso de paz, pero si pensamos que este debe ir mas allá de la dejación de las armas.

Entrevista conducida por Claudia Barrantes, miembro de la Asociación EntreTodos Francia el 23 de noviembre 2013.



<https://www.facebook.com/EntreTodosFrance>